



Photo: CRDI

Favoriser la croissance des entreprises appartenant à des femmes

Les femmes entrepreneures jouent un rôle fondamental dans la création de la croissance et des débouchés économiques, malgré le fait qu'elles sont confrontées à bon nombre de contraintes. Pour aider les femmes à atteindre leur plein potentiel, il faudra cibler les interventions et apporter des changements aux conditions et aux normes générales qui freinent leur essor.

QUELS SONT LES ENJEUX ?

Les entreprises appartenant à des femmes représentent un énorme potentiel de croissance pour les économies dans le monde entier. L'Organisation Internationale du Travail (OIT) estime que 50 % du potentiel productif des femmes est sous-utilisé, comparativement à 22 % de celui des hommes. Selon la Société financière internationale (SFI), une entreprise enregistrée sur trois appartient à une femme. De plus, à l'échelle mondiale, 80 % des emplois sont dans des petites et moyennes entreprises (PME), lesquelles appartiennent à des femmes et sont gérées par elles de façon disproportionnée. Toutefois, 70 % des PME appartenant à des femmes dans les pays en développement sont insuffisamment ou pas du tout servies par les institutions financières. En général, celles-ci ont un volume de vente plus bas et moins d'actifs, et se retrouvent souvent dans des secteurs et des marchés qui sont saturés et qui n'offrent qu'un faible potentiel de profit. Afin de tirer parti du potentiel féminin dans l'économie, il faudra s'attaquer aux contraintes entrecroisées auxquelles elles font face.

LES CONTRAINTES

- Les femmes entrepreneures sont confrontées à bon nombre d'obstacles qui se chevauchent et qui nécessitent des réponses multidimensionnelles.
- Les contraintes auxquelles sont confrontées les femmes entrepreneures sont amplifiées par des lois discriminatoires et les responsabilités familiales.
- La formation et les services peuvent contribuer à combler l'écart entre les sexes, mais les efforts indépendants ont une incidence limitée.

LES ENTREPRISES APPARTENANT À DES FEMMES PEUVENT ÊTRE AUTONOMISÉES DES MANIÈRES SUIVANTES :

- Établir des mentorats et des programmes de formation plus longs et plus approfondis.
- Soutenir les réformes juridiques en s'efforçant de renforcer l'application de la loi et de modifier les normes sexistes.
- Renforcer le rôle des femmes dans les chaînes de valeur et de distribution.

LA DÉMARCHE DE RECHERCHE

Les leçons présentées ici sont fondées sur une analyse documentaire et sur une consultation de 25 experts provenant des secteurs universitaire, public et privé. Cette consultation a été organisée par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI), WEConnect International, et l'Urban Institute à Washington D.C., le 17 mai 2016. L'analyse porte sur les données probantes concernant les entreprises appartenant à des femmes, et la manière dont leur productivité pourrait être améliorée, en prêtant une attention particulière aux PME.

Même si une grande partie des renseignements disponibles, y compris les bases de données de la SFI, touchent les entreprises officiellement enregistrées, cet examen porte aussi sur les entreprises non enregistrées dont les données proviennent du Global Entrepreneurship Monitor (GEM) et des évaluations des programmes de formation, qui ne se limitent pas au secteur formel.

LES PRINCIPAUX CONSTATS

Les taux de femmes entrepreneures augmentent dans le monde entier, mais varient énormément selon les régions. Selon les données du GEM touchant 61 économies, l'activité entrepreneuriale des femmes a augmenté de 7 % entre 2012 et 2014. De plus, l'Afrique affiche les taux les plus élevés de femmes entrepreneures, ces dernières représentant la moitié des propriétaires d'exploitations agricoles.

Malgré les lacunes dans les données et les différences régionales importantes dans des secteurs clés, plusieurs constatations générales ont été tirées en ce qui concerne les tendances, les motivations, les obstacles et les possibilités pour les entreprises appartenant à des femmes :

Les contraintes auxquelles sont confrontées les femmes entrepreneures sont amplifiées par des lois discriminatoires et les responsabilités familiales.

Les femmes entrepreneures dans les pays en développement sont confrontées à bon nombre d'obstacles simultanés, à différents niveaux. Par exemple, elles connaissent moins leurs droits officiels et ne jouissent pas du même accès aux liens commerciaux et à la formation. Elles ont tendance à être surreprésentées dans les entreprises qui sont plus petites, non

Les taux de femmes entrepreneures varient énormément selon les régions, et semblent être en corrélation avec les taux de participation des femmes à la main-d'oeuvre. En général, les entreprises appartenant à des femmes ont été créées par nécessité plutôt qu'à la suite d'une occasion, même dans les économies avancées axées sur l'innovation.



77%

Une entreprise enregistrée sur trois appartient à une femme, selon les données de la SFI.

À l'échelle planétaire, l'accès des femmes à un compte de banque, à des prêts et à des services bancaires mobiles ne correspond qu'à 77 % de celui des hommes (McKinsey Global Institute).

enregistrées et moins productives, et elles sont plus motivées par les besoins économiques que les hommes. De plus, les femmes entrepreneures sont souvent attirées par le travail autonome, lequel leur permet de concilier leurs responsabilités familiales et leurs besoins économiques. Leurs entreprises sont plus susceptibles de se trouver dans des secteurs saturés qui offrent le moins de potentiel de croissance.

Les femmes entrepreneures ont moins accès aux terres, aux capitaux, et à d'autres ressources productives. Par exemple, à l'échelle planétaire, l'accès des femmes à un compte de banque, à des prêts et à des services bancaires mobiles ne correspond qu'à 77 % de celui des hommes, selon le McKinsey Global Institute. De plus, elles ont tendance à établir leur réseau par l'intermédiaire des liens familiaux plutôt que des associations commerciales. Bien que les écarts entre les sexes sur le plan de l'éducation se résorbent dans bon nombre de pays, les compétences et la formation en commerce ciblent toujours principalement les hommes. Ces contraintes sont davantage amplifiées par les obstacles auxquels les femmes sont confrontées d'une manière plus générale, et plus particulièrement la répartition inégale des tâches domestiques.

La formation et les services peuvent contribuer à combler l'écart entre les sexes, mais les efforts indépendants ont une incidence limitée.

Malgré les efforts ciblés, les répercussions de la formation en commerce et des services financiers sur la croissance des entreprises des femmes ont tendance à être limitées. L'accès au crédit s'est un peu amélioré dans les pays en développement. Par exemple, en Amérique latine, on a constaté que les efforts déployés par Proyecto Capital pour promouvoir les services financiers associés aux transferts d'argent contribuaient à la croissance des petites entreprises. Toutefois, plusieurs études de cas révèlent que les répercussions de l'accès au crédit des entreprises dirigées par des femmes sont variées, et souvent modestes.

Dans bien des cas, les services financiers sont combinés avec la formation sur les affaires et les services commerciaux. Les données de surveillance des programmes indiquent que, même si beaucoup de programmes de formation fonctionnent bien, ceux-ci affichent souvent de faibles taux d'adhésion et des taux d'abandon élevés, possiblement en raison de l'investissement

de temps qu'ils exigent. Une aide continue et à plus long terme peut être plus efficace, mais coûteuse. De plus, les formations ciblant les grandes entreprises pourraient présenter plus de chances de réussite que celles destinées aux petites entreprises.

Les contraintes juridiques demeurent répandues, et elles sont renforcées par des normes sexistes.

Les femmes font face à des lois et des règlements inéquitables dans presque tous les pays. En 2015, la Banque mondiale constatait que, sur 173 économies, 155 présentaient au moins un obstacle à l'égalité des sexes. Parmi ces obstacles, soulignons les restrictions à l'emploi basées sur le sexe dans 100 pays, et les lois qui permettent aux maris d'empêcher leur femme de travailler dans 18 pays. Dans une moindre mesure, certaines restrictions touchaient les entreprises et les banques. Par ailleurs, les femmes sont pénalisées du fait qu'elles sont essentiellement à la tête d'entreprises non enregistrées, lesquelles sont perçues comme opérant à l'extérieur du cadre légal.

Même si, dans plusieurs pays, des réformes juridiques notables ont été mises en oeuvre afin d'éliminer les obstacles sexospécifiques, les répercussions de telles réformes sont limitées en raison de leur non application, une situation attribuable, en partie, à la persistance d'attentes et de normes culturelles sexistes.

Les femmes font face à des lois et des règlements inéquitables dans presque tous les pays. En 2015, la Banque mondiale constatait que, sur 173 économies, 155 présentaient au moins un obstacle à l'égalité des sexes.

Les femmes ne tirent pas pleinement parti des marchés mondiaux.

Les chaînes de valeur mondiales, qui ont permis à bon nombre de petites entreprises de profiter du succès des grandes entreprises en tant que sous-traitants et fournisseurs de services, ont fait l'objet de vastes études visant à comprendre comment les femmes pourraient tirer parti de l'amélioration de l'accès au marché. Toutefois, les constatations mettent en évidence plusieurs contraintes, notamment le fait que la participation aux chaînes de valeur et les avantages de celle-ci sont marqués par la sexospécificité. Les femmes contribuent fortement à ces chaînes, mais essentiellement en tant que petites productrices, et elles enregistrent souvent de faibles revenus.

Les femmes font face à des lois et des règlements inéquitables dans presque tous les pays. En 2015, la Banque mondiale constatait que, sur 173 économies, 155 présentaient au moins un obstacle à l'égalité des sexes.



Photo: Luz Adriana Villa

Il ressort que les programmes de diversité des fournisseurs, qui ciblent les PME et les entreprises dirigées par des minorités, soient « favorables à toutes les parties » car ils fournissent de meilleurs rendements aux entreprises et des possibilités aux groupes cibles. Selon WEConnect International et Walmart, la demande de produits provenant d'entreprises qui appartiennent à des femmes excède l'offre, particulièrement dans les économies émergentes. Le fait de documenter et de comparer les expériences dans l'ensemble des pays et des secteurs contribuera à valider cette approche de la création de possibilités.

Un éventail de nouveaux modèles d'investissement et de fonctionnement - comme l'investissement porteur d'impact et les obligations en investissement social - visent non seulement à produire des rendements financiers, mais aussi des bienfaits sociaux ou environnementaux. Bien que ces possibilités d'investissement soient prometteuses, il existe peu de données confirmant la façon dont elles appuient l'autonomisation économique des femmes.

L'accès à des cadres de marchés publics et de commerce lucratifs demeure difficile pour les femmes.

Les données probantes disponibles concernant les moyens efficaces pour promouvoir les débouchés commerciaux démontrent l'importance de renforcer les capacités et l'imputabilité institutionnelle. Il importe par exemple de s'attaquer aux possibles discriminations sexuelles sévissant dans les organisations responsables de la logistique commerciale et dans les systèmes de gestion du risque. De plus, les nouveaux débouchés commerciaux sont liés à l'inscription à un système d'approvisionnement et au respect de normes strictes, et bon nombre de petites entreprises ont de la difficulté à satisfaire à de telles exigences. La recherche sur les réformes commerciales souligne la nécessité de prévoir et de surveiller l'incidence possible de ces réformes sur les femmes entrepreneures. Enfin, l'approvisionnement public, qui représente une part importante du PIB d'un pays, constitue un domaine dans lequel les gouvernements peuvent intervenir pour accroître les possibilités offertes aux femmes.

COMMENT AUTONOMISER LES ENTREPRISES APPARTENANT À DES FEMMES ?

La réalisation du plein potentiel des entreprises appartenant à des femmes exige des changements à plusieurs niveaux, qu'il s'agisse d'interventions directes comme la formation, de changements d'attitude ou encore d'une plus grande prise en compte des questions sexospécifiques dans les cadres macroéconomiques. À la lumière des données probantes disponibles, les domaines d'intervention prometteurs sont les suivants :

- **Établir des mentorats et des programmes de formation plus longs et plus approfondis**
Même si l'on ne connaît pas exactement les répercussions et les résultats à long terme des programmes de formation, l'on sait néanmoins que ceux-ci ont des répercussions positives sur le comportement d'affaires. Les formations approfondies et s'échelonnant sur une longue période semblent avoir des répercussions plus importantes que les programmes de formation autonomes et de courte durée. De plus, il pourrait être pertinent de se tourner vers de nouveaux types de programmes de mentorat compte tenu de la place énorme qu'occupent les réseaux personnels chez les femmes.
- **Soutenir les réformes juridiques en s'efforçant de renforcer l'application de la loi et de modifier les normes sexistes**
Les mesures juridiques discriminatoires doivent être révoquées. De plus, les politiques visant à soutenir la croissance des entreprises appartenant à des femmes doivent aborder les normes culturelles et les rôles sexospécifiques qui nuisent à l'application de la loi et freinent l'essor des femmes dans l'ensemble de la société.
- **Renforcer la place des femmes dans les chaînes de valeur et de distribution**
Même si les résultats sont variables, les approches axées sur la chaîne de valeur pour renforcer la place des femmes dans les marchés ont donné des résultats positifs. C'est tout particulièrement vrai chez les petites productrices rurales qui reçoivent un soutien pour commercialiser leur production. De plus, un nombre grandissant de multinationales diversifient leur noyau de fournisseurs et de distribution en faisant affaire avec des entreprises appartenant à des femmes. Différentes mesures doivent être prises pour permettre aux femmes de connaître du succès dans les chaînes de valeur; mentionnons par exemple la création de cadres juridiques favorables et le renforcement de la capacité organisationnelle.
- **Aborder l'approvisionnement et le commerce dans une perspective sexospécifique**
Afin d'éliminer les barrières commerciales auxquelles sont confrontées les femmes, les répercussions différenciées des régimes commerciaux sur les hommes et les femmes d'affaires devront également être mieux comprises. Les données ventilées par sexe constituent une priorité. Les entreprises appartenant à des femmes devront avoir accès au financement, à la formation et à de l'information pour tirer avantage des nouveaux débouchés commerciaux, s'y inscrire et respecter leurs normes. Parmi les mesures qui pourraient aider les femmes à avoir accès aux contrats publics d'approvisionnement, on retrouve les critères d'évaluation des fournisseurs qui favoriseraient les entreprises dirigées par des femmes, et le fait de rendre les processus de soumission publique plus transparents et plus accessibles.

- **Investir pour combler les lacunes en matière de données**
Même s'il y a de plus en plus de données probantes concernant l'autonomisation économique des femmes, il existe d'importantes lacunes quant aux données et à l'analyse :
- Dans les pays développés et les pays en développement, il est difficile de comprendre quel type d'entreprise connaîtra une croissance et pourquoi.
- On connaît peu de choses sur les motifs pour lesquels certaines entreprises informelles deviennent officielles alors que d'autres restent dans le secteur non structuré. Cette question est particulièrement pertinente pour les femmes entrepreneures et leur capacité à accéder aux chaînes de valeur prometteuses.
- Les leçons pratiques sur la manière dont on a surmonté les contraintes stratégiques auxquelles les femmes sont confrontées dans différentes régions, ainsi que les réformes qui ont été mises en oeuvre, constituent un plaidoyer encore plus fort en faveur d'un changement.
- L'obtention de données supplémentaires et de meilleures données, y compris des enquêtes auprès de la main-d'oeuvre et des entreprises, sont essentielles pour éclairer les politiques publiques et renforcer les approches du secteur privé.

Le présent résumé met en lumière les faits saillants du rapport "Améliorer la productivité des entreprises appartenant à des femmes : Synthèse des stratégies concluantes et proposition d'un programme de recherche" rédigé en 2016 par Arjan de Haan, Alejandra Vargas et Rachel Kalbfleisch pour le Groupe consultatif de haut niveau de l'ONU sur l'autonomisation économique des femmes.

Le présent résumé a été rédigé par : Mary O'Neill, Alejandra Vargas et Arjan de Haan. Les points de vue exprimés dans ce résumé et dans l'étude dont il s'inspire n'engagent que leurs auteurs et ne sauraient être attribués aux partenaires du programme CEDEF.



IDRC | CRDI

International Development Research Centre
Centre de recherches pour le développement international

Canada

Croissance de l'économie et débouchés économiques des femmes (CEDEF) est un partenariat entre le Department for International Development du Royaume-Uni, la Fondation Hewlett et le Centre de recherches pour le développement international.

Croissance de l'économie et débouchés économiques des femmes (CEDEF)

Centre de recherches pour le développement international
CP 8500, Ottawa, Ontario

Canada K1G 3H9

Téléphone: +1 613-236-6163

Télécopieur: +1 613-657-7749

Courriel: grow@crdi.ca

<https://www.idrc.ca/fr/initiative/croissance-de-leconomie-et-debouches-economiques-des-femmes>